



## Professeur décapité : Blanquer veut « regarder toutes les réponses appropriées »



Le ministre de l'Éducation nationale a promis, pour le lundi 2 novembre, une minute de silence assortie d'un travail pédagogique qui fera l'objet d'« un cadrage national, strict, puissant et fort » pour tous les élèves, de la primaire à la terminale. Les syndicats d'enseignants ont appelé à des rassemblements, à Paris et dans d'autres grandes villes.

☐ Société

Publié le 17 oct. 2020 à 13:09 Mis à jour le 18 oct. 2020 à 14:26

« La République ne reculera jamais, jamais, jamais, devant aucune terreur ni intimidation », a martelé le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, dans une vidéo adressée ce samedi aux enseignants, après le « crime infâme » de Conflans Sainte Honorine (Yvelines).

Un enseignant d'histoire-géographie a été retrouvé décapité en pleine rue, à proximité du collège où il exerçait, après avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves de quatrième, dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression.

« Ce professeur a été assassiné à cause de ce qu'il représentait - la République -, il a été assassiné à cause de ce qu'il incarnait - le savoir au service de l'esprit critique, c'est-à-dire au service de la construction de citoyens libres et éclairés, c'est-à-dire le cœur de ce que nous faisons quand nous faisons école », affirme le ministre de l'Éducation, dans cette vidéo adressée aux enseignants.

Après l'effroi et le choc, des rassemblements d'enseignants sont en train de s'organiser, à Paris et dans d'autres villes de France.

Il y aura une minute de silence assortie d'un travail pédagogique pour tous les élèves du primaire à la terminale, le 2 novembre, à l'issue des deux semaines de vacances scolaires, a indiqué le ministre de l'Éducation, samedi midi, lors d'une conférence de presse. Jean-Michel Blanquer a promis « un cadrage national, strict, puissant et fort ». À l'Éducation nationale, les incidents qui avaient entouré la minute de silence dans

certaines établissements scolaires, en 2015, après les attentats contre Charlie hebdo, sont dans toutes les têtes.

« Il faut que chaque enfant comprenne qu'il a la chance de vivre en démocratie et en République », a insisté Jean-Michel Blanquer. Le ministre en appelle aussi à « l'unité de la communauté éducative et du monde adulte ». Le sujet est sensible, alors que le fait de montrer ou non des caricatures, par exemple, fait débat parmi les enseignants.

Le ministre de l'Education a reçu, samedi matin, les syndicats enseignants et les organisations représentatives des parents d'élèves avec le Premier ministre, « pour regarder ensemble toutes les réponses appropriées ». « C'est toute l'institution qui est attaquée et qui doit réagir dans l'unité, la fermeté et dans la fidélité aux valeurs qui nous constituent », affirme-t-il.

« Autocensure »

Qu'en sera-t-il, au-delà du 2 novembre, des « réponses appropriées » qu'évoque Jean-Michel Blanquer ? Le projet de loi pour lutter contre les séparatismes promis par Emmanuel Macron peut apporter des réponses, mais sur le long terme. « Nos enseignants continueront à éveiller l'esprit critique des citoyens de la République, à les émanciper de tous les totalitarismes et de tous les obscurantismes », a insisté Jean Castex sur Twitter.

Mais comment, concrètement, travailler sur la liberté d'expression ? Le risque d'autocensure est dans tous les esprits. « La pire des réponses serait que les enseignants aient peur d'enseigner et s'autocensurent », a réagi la députée LREM des Yvelines, Aurore Bergé, sur BFM.

« Il y a des années qu'on tire le signal d'alarme »

Les cours d'enseignement moral et civique ont été renforcés après les attentats de 2015. « Normalement, les collègues sont armés pour ne pas choquer les consciences », assure Franck Collard, le président de l'association nationale des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), tout en reconnaissant que « c'est parfois difficile » et que « cela reste un lourd fardeau pour les professeurs » qui « se sentent démunis ».

Le ministère de l'Education nationale a mis en place des équipes académiques pour aider les professeurs et les établissements qui en ont besoin à enseigner les valeurs de la République. Le conseil des sages de la laïcité a publié un vademecum sur la laïcité, l'antisémitisme et le racisme. « Nous avons fait beaucoup de choses, l'actualité montre qu'il faut faire toujours plus, nous verrons comment on peut les améliorer », selon Jean-Michel Blanquer.

« Il va falloir plus que des paroles fortes, a réagi la secrétaire générale adjointe du SNES-FSU, Sophie Vénétiay, sur BFM. Elle réclame « le soutien de l'institution et un impératif de protection sur le long terme », face à « des professeurs parfois laissés en difficulté avec les parents d'élèves ». Il « manque aussi parfois de la formation », ajoute-t-elle aussi en indiquant que cela pourrait être une des réponses à apporter, pour éviter qu'un enseignant ne se retrouve « isolé ».

Les « contestations d'enseignements » représentent 15 % des atteintes à la laïcité recensées en milieu scolaire, selon le rapport annuel de l'Education nationale sur les valeurs de la République, publié le 13 octobre. En 2015, l'organisation Etat islamique avait appelé à « tuer des enseignants » et à faire de l'école de la République une cible.

« J'attendais ça avec anxiété », affirmait Iannis Roder, ce samedi, exprimant sa « colère », sur France Inter. « Il y a des années qu'on tire le signal d'alarme », déplore cet historien, professeur d'histoire-géographie dans un collège de Seine-Saint-Denis et membre du conseil des sages de la laïcité .